**DELIBERATION n° 77-93 AT du 10 août 1977 portant réglementation
des mesures
applicables à l'importation des animaux vivants, en Polynésie française**

(JOPF 15/11/77, n°24, p 989)

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3584 AA du 20 juillet 1977 portant convocation de l'assemblée territoriale en session extraordinaire;

Vu l'arrêté n° 1503 ELV du 26 décembre 1958 complétant les attributions du service de l'élevage et des industries animales ;

Vu l'arrêté n° 685 AGF du 3 juillet 1936 prohibant l'entrée dans les Etablissements français de l'Océanie des insectes et des animaux nuisibles ;

Vu l'arrêté n° 546 AGF du 20 mai 1938 interdisant l'entrée, la détention et le lâcher des oiseaux autres que les oiseaux indigènes dans les Etablissements français l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 251 APE du 15 mars 1941 réglementant l'introduction des animaux de races chevaline, bovine, porcine, ovine et caprine dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 948 AA/ELV du 13 avril 1965 rendant exécutoire la délibération n° 65-34 du 18 mars 1965 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, réglementant l'introduction des chiens, chats, singes et tous animaux de luxe dans la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 162 AA du 19 janvier 1972 rendant exécutoire la délibération n° 71-196 du 9 décembre 1971 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française modifiant la délibération n° 65-34 du 18 mars 1965 ;

Vu l'arrêté n° 2792 AA du 24 octobre 1968 déterminant l'échelle des peines applicables aux infractions à la réglementation résultant des délibérations de l'assemblée territoriale;

Vu la lettre n° 1111 ER du 27 avril 1977 du chef du territoire approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 122-77 du 9 août 1977 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 10 août 1977,

Adopte :

Article 1^{er} – L'importation en Polynésie française de tous les animaux vivants est prohibée sous tous les régimes douaniers.

Art. 2 – Des arrêtés du conseil de gouvernement peuvent toutefois accorder des dérogations particulières à la prohibition d'importation prévue à l'article 1^{er} ci-dessus uniquement pour des animaux originaires et en provenance de pays reconnus indemnes de maladie infectieuse contagieuse.

Le conseil de gouvernement fixera pour chaque espèce les conditions sanitaires auxquelles les animaux devront satisfaire pour que soit accordée l'autorisation portant dérogation à la prohibition citée à l'alinéa précédent.

Art. 3 – Toute demande d'autorisation d'importation par dérogation à la prohibition doit être adressée au haut-commissaire, chef du territoire. Cette demande doit spécifier l'espèce, la race et le nombre d'animaux déclarés pour l'importation ainsi que le pays d'origine et de provenance.

En réponse à cette demande, le haut-commissaire, chef du territoire, notifie à l'importateur une autorisation d'importation portant dérogation à la prohibition ou un refus motivé.

Art. 4 – Les animaux importés par dérogation à la prohibition, soit en raison de leur espèce, soit en raison de leur origine ou provenance, restent soumis à l'accomplissement des formalités de contrôle sanitaire et aux restrictions édictées, le cas échéant, par des arrêtés spéciaux.

Art. 5 – L'importation, sous tous les régimes douaniers, de tous les animaux vivants soumis à la réglementation sanitaire ne peut avoir lieu que par les bureaux de douane de plein exercice du port autonome de Papeete et de l'aéroport de Tahiti-Faaa.

Au débarquement, les animaux sont présentés à la visite sanitaire. Celle-ci a lieu obligatoirement dans les bureaux de douane précités.

Art. 6 – La visite sanitaire est effectuée par les vétérinaires de l'administration territoriale.

Art. 7 – La visite sanitaire a lieu pendant les heures légales d'ouverture des bureaux de douane.

Les importateurs doivent prévenir le vétérinaire au moins vingt quatre heures à l'avance.

Toutefois, des visites extraordinaires peuvent être pratiquées en dehors des heures légales à la demande des intéressés et lorsque les vétérinaires inspecteurs estiment nécessaire d'y procéder sans délai.

Dans ce cas, les importateurs sont tenus de verser au vétérinaire une redevance spéciale dont le taux est fixé par décision du conseil de gouvernement.

Art. 8 – A l'issue de la visite sanitaire, un "laissez-passer" est délivré par le vétérinaire si toutes les conditions réglementaires sont remplies et si les animaux présentent toutes les apparences d'une bonne santé.

Art. 9 – Les animaux atteints de maladie contagieuse sont immédiatement abattus et détruits. Il en est de même des animaux ayant été en contact avec des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladie contagieuse.

Les animaux morts sont détruits par incinération selon les règles de l'hygiène.

Art. 10 – Il est perçu par le service de l'économie rurale, au profit du territoire, des droits sanitaires sur les animaux importés, dus au titre de chaque visite sanitaire.

Ces droits sanitaires sont acquittés par l'importateur auprès du régisseur de la caisse de recettes de la section " Elevage" du service de l'économie rurale.

Ils sont fixés par décision du conseil de gouvernement.

Art. 11 – Sont exonérés des droits sanitaires :

- les animaux présentant un intérêt économique pour le territoire, utilisés pour leur reproduction dans le cadre d'exploitations agricoles;
- les animaux importés pour les travaux d'enseignement et de recherche.

Ces animaux restent, néanmoins, assujettis à la visite sanitaire.

Art. 12 – Sont abrogées les dispositions de l'article 5 de la délibération n° 65-52 du 17 juin 1965 de l'assemblée territoriale fixant les tarifs des services, des locations et des cessions consenties par le service de l'élevage, de la pêche et des industries animales.

Art. 13 – Le transit à travers la Polynésie française de tous les animaux vivants est autorisé par voie maritime, sans possibilité, pour aucun animal, de descendre à terre; il est autorisé par voie aérienne, avec possibilité de débarquement et de stationnement obligatoire, dans un local de transit destiné à cet effet et sous la responsabilité de la compagnie de transport, après accord du service des douanes. Tout animal ainsi débarqué ne pourra en aucun cas et à aucun moment, sortir du local de transit. Aucun contact des animaux en transit ne sera permis avec d'autres animaux quels qu'ils soient.

Toutefois les animaux en transit, originaires ou en provenance de pays ou territoires non reconnus indemnes de maladies infectieuses contagieuses ne pourront être débarqués.

Art. 14 – Toute contravention aux dispositions de la présente délibération sera sanctionnée des peines d'emprisonnement n'excédant pas le maximum de simple police, et des peines d'amende n'excédant pas 2.000 FF, ou de peines de l'une ou l'autre espèce, sans préjudice des peines prévues par la réglementation douanière en cas d'importation irrégulière.

Art. 15 – Les animaux introduits en infraction aux dispositions de la présente délibération seront confisqués, abattus et détruits aux frais de leur propriétaire.

Art. 16 – Les infractions aux dispositions de la présente délibération sont constatées par les vétérinaires de l'administration territoriale, les agents du service des douanes, ainsi que les agents de la force publique habilités à constater les infractions.

Art. 17 – Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération.

Art. 18 – Des arrêtés du conseil de gouvernement préciseront, en tant que de besoin, les conditions d'application de la présente délibération.

Art. 19 – La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.